

ARRÊTÉ TEMPORAIRE N°2026/449T

Arrêté portant restriction de circulation, dans le cadre d'ouverture de tampons d'assainissement, afin d'effectuer des relevés, dans diverses voies de Poissy, le 27 avril 2026

Le Maire

Vu la demande en date du 14 avril 2026, par laquelle la Société Geofit, sollicite des mesures de restriction de circulation, dans le cadre d'ouverture de tampons d'assainissement afin d'effectuer des relevés, dans diverses voies de Poissy, le 27 avril 2026,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes dans diverses voies,

Considérant que des ouvertures de tampons d'assainissement afin d'effectuer des relevés doivent être réalisées par la Société Geofit, dans diverses voies de Poissy, le 27 avril 2026,

Considérant que, dans ce cadre, la Société Geofit utilisera des véhicules de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation,

ARRÊTE :

Article 1 :

Le 27 avril 2026, de 9h00 à 16h00, dans le cadre de l'ouverture des tampons d'assainissement afin d'effectuer des relevés, un rétrécissement de chaussée avec possibilité d'une mise en place d'un alternat manuel ponctuel pourra être mis en place :

- Rue du Bac à Poissy.
- Rue du Pont Ancien à Poissy.
- Rue de la Gare à Poissy.
- Avenue Maurice Berteaux à Poissy.
- Rue Notre-Dame à Poissy.
- Rue Jean-Claude Mary à Poissy.
- Boulevard Victor Hugo à Poissy.

Article 2 :

Le 27 avril 2026, de 9h00 à 16h00, une déviation piétonne continue et sécurisée sera mise en place de part et d'autre de l'ouverture des tampons d'assainissement, dans les voies citées à l'article 1er du présent arrêté.

Article 3 :

Le 27 avril 2026, la Société Geofit sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes en dérogation de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 4 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

Article 8 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 15 avril 2026

Le Maire,
Vice-Présidente de la Communauté Urbaine
Grand Paris Seine et Oise,
Conseillère régionale d'Île-de-France,

#signature#

Sandrine BERNO DOS SANTOS

Document publié sur le [site de la ville](#) le 16/04/2026